

Les grèves chez Renault sont à un tournant décisif. Et maintenant, que faire ?

Trois semaines de grèves pour 300 francs bruts en moyenne : le compte n'y est pas. C'est bien la preuve que le patron a encore trop peu « souffert » de la lutte et que les ouvriers risquent, une fois de plus, de payer le prix fort.

Les grèves initiées à Renault par les ouvriers de Flins et relayée sur toute la France par une forte minorité de travailleurs d'autres sites du groupe sont à un tournant décisif. Un tournant, parce que, à l'évidence, la direction, après l'annonce des « augmentations accordées », (mais, en fait, planifiées auparavant pour les deux semestres `95), a réussi à faire reculer les ouvriers de Choisy-le-Roi qui occupaient l'usine et empêchaient l'approvisionnement des grandes unités de montage en pièces détachées. Neuf travailleurs menacés de licenciement et une mobilisation policière importante contre l'occupation ont démontré l'importance stratégique de la levée du blocus de l'usine pour le patron (la direction ayant tiré la leçon des conséquences de la grève de Cléon en `91 sur les flux tendus). Ainsi, le redémarrage de la production, après la reprise du travail, va-t-il permettre la levée du lock-out à Douai et à Sandouville, ce qui aura un impact forcément défavorable sur la poursuite de la grève. De plus, le refus des syndicats, notamment à Douai, d'étendre réellement la grève, va faciliter la tâche de la Direction et fait craindre un isolement accentué des centaines d'ouvriers de Flins, les plus engagés dans ce combat.

Pour les ouvriers qui se battent encore, et en particulier ceux en grève totale depuis près de trois semaines à Flins, des formes de lutte moins coûteuses, mais tout aussi néfastes pour le patron doivent être maintenant envisagées :

- grèves tournantes
- débrayages sporadiques
- réduction des cadences
- défilés internes de propagande

afin de ne pas perdre trop de salaire et de continuer de bloquer le plus possible la production.

Des augmentations salariales peuvent et doivent encore être arrachées au patron: 300 francs bruts en moyenne, au regard des sacrifices déjà consentis, c'est trop peu !

Si le rapport de force pour parvenir à l'objectif des « 1.500 francs pour tous » n'a probablement jamais été là, la mobilisation, elle, est encore suffisante pour obtenir bien plus que les quelques miettes « consenties » par la Direction :

- 500 francs nets pour tous et tout de suite, comme les travailleurs des Fonderies du Poitou le revendiquent, et non des augmentations proportionnées au salaire, et échelonnées sur toute l'année
- le 1.2% d'augmentations individuelles au mérite promis par la Direction doit s'intégrer à l'augmentation générale des salaires
- paiement intégral des heures de grève sans contrepartie de rattrapage de la production non réalisée durant le conflit
- transformation de tous les CDD en embauches définitives
- pas de chantage à l'emploi : les emplois nouveaux ne doivent pas être payés par des préretraites
- levée de toutes les sanctions.

Pour la Reprise de l'Initiative Ouvrière

Les Syndicats, après avoir claironné haut et fort pour les « 1.500 francs pour tous », se contenteraient bien des ces quelques « concessions » patronales si la mobilisation ouvrière s'estompait. A Gec-Alsthom, en novembre dernier, ils ont fait pareil : quand la lutte est forte ils caressent les ouvriers dans le sens du poil en leur donnant l'illusion que l'issue victorieuse est à portée de main, puis, dès que l'affrontement devient rude et que le patron reprend l'initiative, ils se débinent comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, après tant d'années de souffrance, d'exploitation silencieuse, de licenciements massifs (120.000 en dix ans rien que chez PSA et Renault), de productivité du travail poussée à l'extrême (à Flins, par exemple, en `85, chaque salarié fabriquait en moyenne 27 voitures par an, alors que, en `94, le travailleur de cette usine en produit - toujours annuellement et en moyenne - plus de 60 de la même catégorie d'automobiles), de blocages des salaires prolongés, les travailleurs ne peuvent plus se permettre de faire confiance pour la conduite de leurs luttes défensives aux Syndicats et aux nombreuses marionnettes politiques qui s'agitent sur la piste du cirque électoral. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, comme lors du démarrage de la lutte à Flins en Sellerie-Mécanique, ou comme à Gec-Alsthom en octobre dernier quand les jeunes ouvriers en CDD de l'usine de Bourgne se sont lancés dans la grève.

Mais le démarrage autonome des luttes ne suffit pas : il est désormais clair que la lutte dans son ensemble et les négociations avec le patron doivent être prises directement en main par les ouvriers. L'organisation directe et la coordination permanente de tous les travailleurs en lutte deviennent une nécessité impérieuse.

Pour que la solidarité prolétarienne passive dont généralement jouissent les conflits ouvriers minoritaires d'aujourd'hui se transforme en force active, il faut aussi que les ouvriers en lutte multiplient les actions de propagande en direction de tous ceux qui dans l'entreprise et ailleurs sont encore indécis, que des souscriptions et des caisses de résistance soient mises sur pieds, que les travailleurs de la sous-traitance ou des filiales étrangères des groupes touchés par les agitations soient activement appelés à rejoindre le mouvement. Des piquets de grève tournants et mobiles et des délégations massives des usines en lutte doivent « visiter » fréquemment les usines environnantes (par exemple, pour Flins, Peugeot à Poissy), ou encore celles où la protestation est plus faible, voire plus menacée par la répression patronale et étatique (Choisy-le-Roi).

Mais, d'ores et déjà, la grève de ces dernières semaines aura eu le grand mérite de mettre à mal le mythe de l'entreprise Renault, « fleuron de l'industrie nationale et vitrine sociale » ; mythe, par ailleurs, soigneusement entretenu par tous les Syndicats nationalistes qui voudraient encore masquer le fait que l'ex-Régie est en réalité une firme tout à fait comme les autres qui, pour « gagner » la compétition capitaliste mondiale, doit accroître sans cesse l'exploitation de « ses » ouvriers et, dès qu'elle peut, en mettre à la porte de plus en plus (3.000 suppressions de postes à Flins ont été programmées d'ici cinq ans).

Il est encore possible de faire céder la direction, mais, pour cela, il faut comprendre les limites actuelles de la lutte et aller de l'avant !

Pour que l'effort paie enfin, il est nécessaire de ne plus faire confiance aux faux défenseurs des travailleurs : les Syndicats, tous les Partis politiques - et leurs candidats respectifs à l'élection présidentielle -, de droite, du centre et de la dite gauche plus ou moins extrême !

Le seul outil efficace c'est l'organisation indépendante du combat de classe par les ouvriers eux-mêmes !

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE